

**ECONOMIE** mercredi 26 janvier 2011

# L'Europe teste la solution des euro-obligations

AFP

## Stabilisation

Intérêts exigés de l'Irlande sur ses emprunts à dix ans, en %



## Crise de la dette Le fonds de secours FESF a emprunté 5 milliards d'euros avec succès

Le débat fait toujours rage au sein de la zone euro entre partisans et adversaires des euro-obligations pour régler la crise de la dette. En réalité l'Europe s'est déjà engagée sur cette voie sans le crier sur les toits. L'Union monétaire a en effet franchi un cap mardi avec la toute première émission obligataire de son Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Destinée à emprunter 5 milliards d'euros, celle-ci est destinée à alimenter le plan d'aide de 85 milliards promis fin 2010 à l'Irlande, en association avec le Fonds monétaire international. Cet emprunt à cinq ans a suscité une forte demande, supérieure à 45 milliards d'euros, selon HSBC, l'une des banques chargées de l'opération. Le taux d'intérêt obtenu sera de 0,06% supérieur au taux sans risque. «Début janvier, la première émission du Mécanisme européen de stabilité financière (MESF) s'était faite à 0,12% au-dessus du taux sans risque», rappelle Frédéric Gabizon, responsable des marchés primaires obligataires chez HSBC France. Selon ce dernier «la signature de l'Europe est confortée».

## Des euro-obligations qui ne disent pas leur nom

Créé en mai 2010 dans le sillage de la crise grecque pour sauver l'euro, le FESF n'avait encore jamais servi, Athènes ayant bénéficié d'un plan de sauvetage distinct l'an dernier. Doté de 440 milliards d'euros, ce fonds de secours emprunte grâce aux garanties apportées par les Etats de la zone euro. L'autre élément de la force de frappe européenne, le MESF, est, lui, doté de 60 milliards, garantis par le budget de l'Union européenne.

Pour l'ancien premier ministre belge Guy Verhofstadt, aujourd'hui chef de file des élus libéraux au Parlement européen, «on a déjà commencé» à faire des euro-obligations pour l'Irlande avec ces outils. Et à présent, il convient d'aller plus loin et de franchir «le pas vers un système de marché obligataire pour couvrir une partie des dettes publiques», a-t-il estimé. Aux yeux de l'autre

letemps.ch/.../LEurope\_teste\_la\_soluti...

promoteur de l'idée, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, Jean-Claude Juncker, ce succès des premières émissions européennes pour l'Irlande est encourageant. «Quand ça s'appelle zone euro, la confiance est là», a-t-il glissé.

Pour autant, si l'opération sauvetage de l'Irlande a le goût des euro-obligations, la zone euro en est encore loin. «Il faudrait le faire sur une échelle qui créerait un actif avec un marché profond, liquide», ce qui n'est pas le cas actuellement, souligne Jean Pisani-Ferry, de l'institut de recherche Brueggel. Pour y parvenir, les pays de la zone euro devraient accepter de mutualiser une très grande partie de leurs obligations, au moins la moitié. Or, l'Allemagne, ne veut pas en entendre parler, de crainte de devoir payer des taux plus élevés. La France, ne ferme pas totalement la porte, mais conditionne une telle avancée à des garanties strictes en matière de discipline budgétaire par tous les pays.

---